



ÉDITORIAL N°68

GUERRE D'UKRAINE ET MENACE RUSSE : PRÉTEXTES D'UNE MARCHÉ FORCÉE VERS LE FÉDÉRALISME EUROPÉEN

Éric Denécé

La Realpolitik, caractérisée par la prise en compte réaliste des rapports de force, est de retour à Washington. On le constate avec la démarche de Donald Trump qui a repris contact avec Vladimir Poutine. Il a compris que la stratégie d'affaiblissement de la Russie conçue par les néoconservateurs de l'équipe Biden était un échec et que la guerre ne menait à rien. Trump a intérêt à y mettre un terme pour passer à autre chose. Il veut un deal avec Poutine, car il ne souhaite pas que les hydrocarbures et les terres rares russes partent en Chine. Il se serait même dit prêt à participer au développement de la Crimée et du Donbass.

Mais cette évolution n'est pas du goût de Zelenski¹ et de son entourage parce que cela remet en cause leur mainmise sur l'Ukraine. Ils bénéficient étonnamment du soutien des Européens, dont on comprend mal ce qu'ils ont à gagner à la poursuite de la guerre. Leur obstination est d'autant plus funeste que les trois années écoulées ont montré que ce conflit était dévastateur pour l'économie européenne et que ses États membres étaient incapables d'assurer eux-mêmes leur sécurité comme de soutenir efficacement Kiev en matière militaire. En réalité, leur attitude s'inscrit dans le cadre d'une stratégie précise, conduite à l'insu des peuples européens.

¹ Dont le mandat a pris fin le 20 mai 2024, mais qui est resté en place et a prorogé la loi martiale.

Une obstination difficilement compréhensible

Plusieurs raisons peuvent expliquer l'étonnante attitude de va-t'en guerre des dirigeants européens et de leur slogan stupide de « Paix par la force ».

- En premier lieu, de nombreux éléments conduisent à penser que les Européens poursuivent la politique des néoconservateurs de l'ex-équipe Biden – à l'origine de ce conflit –, à leur instigation. En effet, les Démocrates, battus à plate couture lors des dernières présidentielles américaines sont en pleine déconfiture aux États-Unis. Le parti est à la dérive, se fissure et les chances de redressement à court terme sont minces. Trump, ayant tiré les leçons de la manière dont son premier mandat avait été saboté par les actions de l'État profond américain piloté par les familles Clinton et Obama, a, dès sa prise de fonctions, lancé toute une série d'actions (dissolution de l'USAID, reprise en mains de l'appareil d'État et de l'administration, recadrage des juges des juges, etc.) qui ne leur permettent pas de perturber efficacement son début de mandat – au moins pas avant les élections de *mid term* – comme ils l'avaient fait entre 2016 et 2020. Les Démocrates sont donc totalement impuissants. En revanche, divers éléments laissent entrevoir qu'ils s'emploient à saborder sa politique internationale en s'appuyant sur le Royaume-Uni et les États de l'Union européenne.

En effet, depuis 2003, les dirigeants européens ont fait acte de soumission aux États-Unis et à leur bellicisme. Ils ont d'abord appuyé l'invasion illégale de l'Irak. Puis ils ont accepté de reconnaître le régime ukrainien issu du coup d'État de Maïdan (2014) et ont fermé les yeux sur la répression violente déclenchée par Kiev au Donbass. Ensuite, ils se sont laissés entraîner, à leurs frais et à leur détriment, dans une guerre voulue par Washington, adoptant parfois des positions plus radicales encore contre Moscou qui n'avait pourtant manifesté contre eux aucune hostilité.

Tous les dirigeants européens actuels entretiennent les meilleures relations du monde avec l'équipe démocrate et tous – à l'exception de Viktor Orban, Robert Fico et Georgia Meloni – ont, plus ou moins directement et explicitement, pris parti contre la réélection de Trump. Depuis son entrée à la Maison-Blanche, ils ne cessent de critiquer la nouvelle politique américaine. Ils semblent ainsi poursuivre, en vassaux fidèles, la politique des Démocrates, que ceux-ci continuent de piloter dans l'ombre depuis Washington, partant du principe – hautement hasardeux – que l'élection de Trump n'est qu'une malheureuse parenthèse qui prendra fin au plus tard en 2029. Il convient donc de contrer sa politique en attendant leur retour aux affaires... Cela explique la défiance et le mépris de la nouvelle administration américaine à l'égard de ces « leaders » européens qu'elle juge hostiles, raison pour laquelle elle ne tient aucunement compte de leur avis et de leurs agitations improductives.

- La seconde explication est que le contexte de crise (militaire et économique) que traverse actuellement le Vieux continent favorise l'ensemble de ces leaders vis-à-vis de leur électorat, car la plupart d'entre eux – en particulier Emmanuel Macron – se trouvent dans une situation politique difficile. Ils jouent donc sur la peur d'une menace russe imminente – totalement inventée dans ce but – pour maintenir les populations dans l'angoisse, faire taire les critiques contre leur politique internationale inconsiderée et retarder l'échéance de leur défaite. En effet, les dirigeants européens doivent dissimuler le fait que leur décision de rompre avec la Russie a créé l'inflation, les difficultés économiques et accéléré la désindustrialisation et la dépendance vis-à-vis des États-Unis (GNL, armes, etc.)².

² De tous, ce sont les Allemands dont la soumission aux États-Unis a été la plus frappante et qui ont le plus perdu : ils ont accepté sans broncher la destruction de leur économie par Washington qui a saboté

- Enfin, troisième hypothèse à ne pas écarter, c'est le refus de prise en compte du réel des élites européennes, par cécité ou incompétence géopolitique, et la certitude que leur action est juste, fondée et légitime, illustration de leur déconnexion complète des réalités de terrain et de l'évolution des rapports de force internationaux.

Faire l'Europe par la crise, l'emprunt et la guerre

Mais en réalité, il existe une autre explication qui commence seulement à être perçue et qui éclaire d'un jour nouveau l'intransigeance des dirigeants européens : ils exploitent au maximum cette crise pour faire avancer l'Europe dans une voie fédérale, sans demander l'avis des peuples. Leur but ? Faire l'Europe par la crise, l'emprunt et la guerre.

Cette stratégie machiavélique, véritable manipulation antidémocratique pour imposer une Europe supranationale dont personne ne veut, a été mise en place à partir de la seconde moitié des années 2010, exploitant divers événements internationaux : la crise des *Subprimes* d'abord ; le COVID ensuite ; enfin, la guerre d'Ukraine et la menace russe. Il est important de détailler les étapes de cette dérive organisée.

Rappelons au préalable qu'il convient de faire une nette différence entre les pays de l'UE membres de la zone euro (20 sur 27³) et ceux qui n'en sont pas. Si tous dépendent de la Commission, seuls les premiers dépendent en plus de la Banque centrale européenne (BCE). Ils sont donc sous double dépendance de la Commission et de la BCE. Il convient également de rappeler que la BCE n'a pas le droit de proposer des emprunts. Cela est interdit par les traités. Pourtant, il y a eu deux entorses à cette règle :

- lors de la crise des *Subprimes* (2008-2009), Mario Draghi a mis en place le *Quantitative Easing*, c'est-à-dire une émission monétaire de la BCE avec possibilité de racheter des dettes des pays de la zone euro (et non de l'UE) sur le second marché (auprès des banques commerciales auxquelles une partie des dettes ont été rachetées) ;

- lors de la crise du COVID, un emprunt de 700 milliards d'euros a été émis, garanti par les pays de la zone euro, mais bénéficiant aussi à ceux qui n'en sont pas membres... et qui pourraient décider de ne pas être solidaires pour son remboursement, car rien ne les y oblige. Ce serait alors aux autres États ayant garanti l'emprunt de compenser !

Ainsi, depuis la crise sanitaire et économique liée au COVID, les États de la zone euro sont de plus en plus tenus par la Commission européenne, via la BCE, par le biais de laquelle ils ont emprunté, accroissant leur dette et renforçant le contrôle financier de Bruxelles. Ils dépendent d'une monnaie – l'euro – qui ne leur appartient pas, d'où la réduction considérable de leur marge de manœuvre économique et financière. Mais ce n'est encore qu'une monnaie « partagée », c'est-à-dire qu'elle n'est pas encore vraiment « commune ». Pour le moment, nous sommes tous endettés en euro « national » via nos États respectifs. Mais si la monnaie devenait véritablement commune – ce qui est sans doute l'objectif de l'euro numérique –, les États se trouveraient totalement sous le pouvoir d'une structure supranationale. Ils n'auraient alors plus aucune maîtrise de leur destin et il leur serait extrêmement difficile de sortir de l'UE.

Nord Stream, les a obligés à cesser toute relation avec la Russie et à acheter du GNL au prix fort. Ils se sont littéralement couchés devant les injonctions de leur protecteur, sans aucune réaction ni amour-propre.

³ La zone euro est composée de 20 pays (Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Croatie, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Portugal, Slovaquie et Slovénie). Certains États de l'UE ont choisi de ne pas y participer (Danemark, Suède), les autres ne satisfont pas encore aux critères économiques pour la rejoindre (Bulgarie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Roumanie).

Le programme de financement du réarmement européen via des prêts aux États et l'autorisation d'accroître leur déficit de 1,5% sans sanction⁴ va renforcer encore davantage ce phénomène⁵. L'indépendance financière, et donc politique, des États membres de la zone euro risque ainsi de diminuer rapidement, voire de disparaître.

Les dérives antidémocratiques et autoritaires de l'UE

Pour arriver à leurs fins, les dirigeants européens ne reculent devant rien : reniements, propagande, falsifications de la réalité, abus de pouvoir... contrevenant sans scrupule aux principes démocratiques qu'ils sont censés incarner et défendre.

- En premier lieu, il convient de rappeler leur soutien au coup d'État de Maïdan de 2014 orchestré par Washington, leur non-respect délibéré des accords de Minsk, leur silence sur la répression dans le Donbass et leur validation du rejet de l'accord de paix russo-ukrainien de fin mars 2022. Ces événements illustrent le fait qu'ils ne respectent ni leurs engagements ni le droit international et qu'ils ne souhaitent pas la fin du conflit.

- En second lieu, ils ont déclenché, avec l'aide des médias *mainstream* qu'ils contrôlent, une propagande massive contre Moscou, laquelle se poursuit sans discontinuer, voire s'accélère alors que le sort des armes montre que l'issue de ce conflit est scellée et que les discussions entre Trump et Poutine en sonneront bientôt la fin. Depuis trois ans, ils dissimulent à l'opinion les causes véritables de la guerre d'Ukraine et la réalité du régime de Kiev, gouvernement extrémiste et corrompu à la tête d'un État failli, rongé par la criminalité, et qui a très largement contribué à provoquer son voisin.

- Ensuite, les dirigeants européens diffusent largement, avec l'appui de la majorité des chefs des armées de leurs États, l'idée d'une menace russe « existentielle », délire qui ne résiste pas à l'analyse des données démographiques et militaires.

- De plus, ils ont mis en place une autre forme de propagande, plus insidieuse, pour faire avancer l'idée d'une indispensable intégration européenne. Dans un rapport récent⁶, le journaliste Thomas Fazi expose comment la Commission européenne finance des ONG, des médias, des associations de la société civile pour faire avancer son agenda par le biais de divers programmes visant à « promouvoir les valeurs de l'UE » et à « rapprocher l'Union européenne de ses citoyens ». En réalité, « *les organisations bénéficiaires sont explicitement engagées en faveur du fédéralisme européen ou de l'intégration, en alignement avec les propres objectifs politiques de la Commission* ». Cette manœuvre se fait au détriment des processus démocratiques et de la souveraineté des États membres et sans que les Européens en soient conscients. De plus, elle vise à étouffer toute voix dissidente ou qui s'écarte de la doxa officielle : celle d'une UE non seulement intégrée, mais également vouée à l'élargissement (Serbie, Ukraine, etc.). « *En amplifiant les voix pro-UE et en marginalisant*

⁴ Le montant de 800 milliards d'euros proposé par Bruxelles (à confirmer par une adoption formelle) devrait se répartir de la manière la suivante :

- un peu moins de 200 milliards vont être pris en charge par la Commission via la BCE ; les États membres en bénéficieront au prorata de la part de leur PIB au sein du PIB européen (soit environ 40 milliards) ;
- pour le reste, plus de 600 milliards, il s'agit d'une autorisation d'accroissement de 1,5% du déficit autorisé (qui va donc passer de 3% à 4,5%), sans qu'aucune sanction soit imposée.

⁵ A noter que cela n'aura aucun impact pour la France qui dépasse déjà allègrement le futur déficit autorisé avec plus de 6% ces deux dernières années.

⁶ Thomas Fazi, *The EU's propaganda machine : How the EU Funds NGO to promote itself*, Mathias Corvinus Collegium, Brussels, February 2025

(<https://brussels.mcc.hu/uploads/default/0001/01/7ab59f9d3aca403f6fbd6ff2af284f236fddad7c.pdf>)

les perspectives dissidentes, cette stratégie consolide les récits en faveur de l'intégration tout en discréditant ou en réprimant les points de vue alternatifs. En conséquence, les mécanismes de financement de l'UE et les ONG elles-mêmes sont transformés en outils de propagande institutionnelle visant à promouvoir une intégration supranationale plus profonde ». C'est donc là une forme indirecte de censure.

- Par ailleurs, les dirigeants européens recourent ouvertement à des actions antidémocratiques dès lors que d'autres acteurs politiques s'opposent à leur stratégie. On connaît les difficultés faites à Orban qui se bat pied à pied contre les dérives de l'UE. On a vu comment l'ex-présidente géorgienne, battue aux dernières élections a tenté, avec le soutien de Bruxelles, de remettre en cause – sans succès – les élections. On a vu également comment une partie des électeurs de Moldavie installés à l'étranger n'ont pu voter lors du dernier scrutin, car leur vote aurait fait élire un candidat opposé à cette politique et souhaitant un rapprochement avec la Russie. On vient de voir, enfin, la manière dont les élections roumaines ont été tout à fait illégalement annulées et reportées, puis celle dont Georgescu a été empêché de se représenter.

- Enfin, nous sommes en présence de véritables abus de pouvoir lorsque l'on voit le rôle joué par Ursula von der Leyen, simple haut fonctionnaire européen nommé à la tête de la Commission, qui se comporte – avec le plein accord de dirigeants européens co-responsables de cette dérive – comme une petite *gauleiter*, outrepassant allègrement son rôle et ses fonctions. Rappelons que la Commission européenne et sa présidente n'ont aucune attribution en matière de défense. Cette femme et son administration s'arrogent donc des pouvoirs qu'elles n'ont pas, se livrant une sorte de coup d'État permanent au détriment des souverainetés nationales.

En raison de ces dérives autoritaires et de cette propagande et de ces abus de pouvoir, le terme d' « UERSS » n'est pas inapproprié.

*

Pour ces différentes raisons, les « élites » politiques et technocratiques européennes sont déterminées à soutenir Kiev et à poursuivre une guerre qui sert leur stratégie. Elles affirment donc que l'Ukraine n'est qu'une victime, qu'elle doit recouvrer son intégrité territoriale, que Poutine est le mal absolu et qu'une invasion russe est imminente. Les dirigeants européens semblent ainsi prêts à tout pour imposer aux peuples une Europe supranationale, sans tenir compte de leur volonté. Nous sommes clairement en présence d'une stratégie consistant à « faire » l'Europe par les crises, la monnaie et la guerre, et d'une marche forcée vers le fédéralisme, par une politique des petits pas empêchant tout retour en arrière, en plaçant les peuples devant le fait accompli.

Éric Denécé
Mars 2025